

MEDEF Actu-Eco - n° 315

Direction des études économiques

Semaine du 12 au 16 février 2018



SOMMAIRE

France

1. **Emploi au quatrième trimestre 2017** : baisse du taux de chômage à 8,6% en métropole (8,9% avec les DOM) au plus bas depuis 2009, hausse du taux d'emploi (65,1%) et du taux d'activité (72,0%)
2. **Production manufacturière en décembre 2017** : hausse sur un mois (+0,3%), hausse soutenue au quatrième trimestre (+4,9% en glissement annuel)
3. **Créations d'entreprises en janvier 2018** : rebond sur un mois (+3,6%), accélération sur les trois derniers mois (+17,0%)

EUROPE

4. **Croissance du PIB en Europe** : dynamique d'activité toujours soutenue au quatrième trimestre 2017 (+0,6% en rythme trimestriel, +2,7% en rythme annuel pour la zone euro), croissance de +2,5% en 2017
5. **Taux de chômage en Europe en décembre 2017** : 7,3% dans l'Union européenne (-150 000 personnes sur un mois) et 8,7% dans la zone euro (- 119 000 personnes)
6. **Prix à la consommation dans la zone euro en janvier 2018** : nouveau retrait de l'indice général (+1,3%), légère hausse de l'inflation sous-jacente (+1,0%)
7. **Prévisions d'hiver 2018 de la Commission pour la zone euro** : accélération de la croissance plus forte que prévue en 2017, expansion toujours soutenue en 2018, ralentissement à attendre en 2019

INTERNATIONAL

8. **Tendance récente des marchés** : franche remontée des taux souverains, léger rebond des marchés actions

Votre avis nous intéresse :

Nous vous proposons de remplir un très court questionnaire en ligne pour faire évoluer l'Actu Eco
<https://fr.surveymonkey.com/r/XB9FNVC>

1. Emploi au quatrième trimestre 2017 : baisse du taux de chômage à 8,6% en métropole (8,9% avec les DOM) au plus bas depuis 2009, hausse du taux d'emploi (65,1%) et du taux d'activité (72,0%)

* Selon les données encore provisoires de l'INSEE, **le taux de chômage, au sens du BIT** (Bureau International du Travail), **en France métropolitaine, aurait diminué de -0,7 point au quatrième trimestre 2017** (- 205 000 personnes) **pour s'établir à 8,6% de la population active, son niveau le plus bas depuis le premier trimestre 2009**. S'agissant de la France entière, y compris les DOM, il serait passé de 9,6% à 8,9% de la population active entre le troisième et le quatrième trimestre. Sur un an, le taux de chômage aurait reculé de -1,1 point.

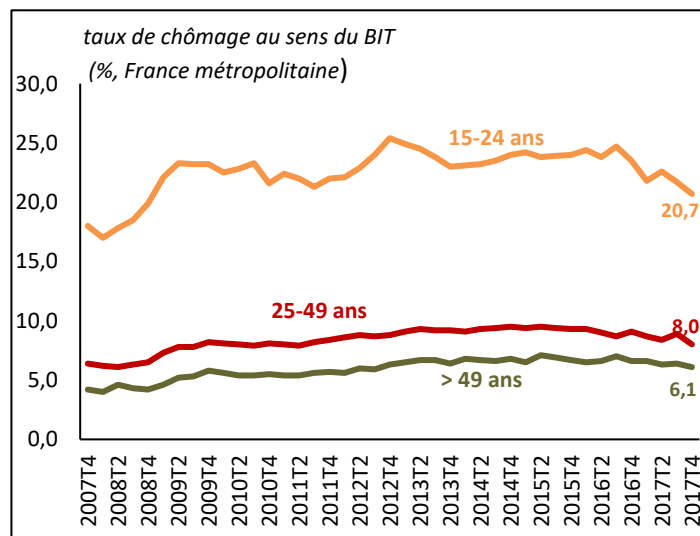
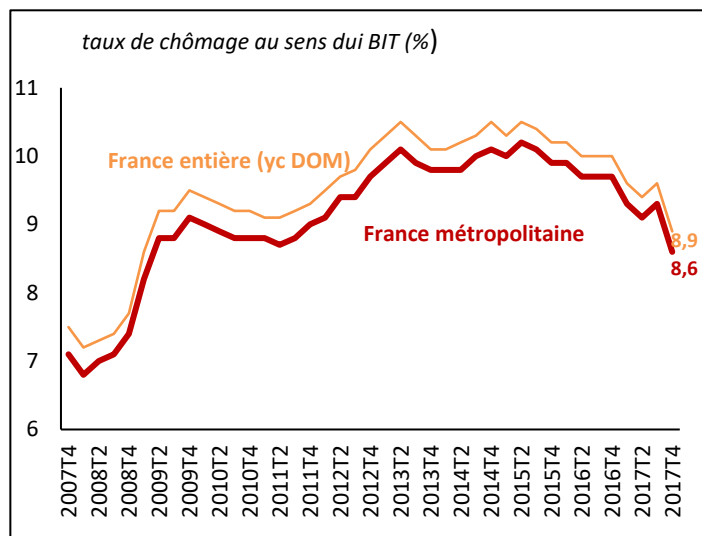
Le retrait historique sur un trimestre du taux de chômage en France métropolitaine recouvrerait les évolutions suivantes :

- **par genre** : diminution plus marquée du chômage chez les femmes (-0,8 point) que chez les hommes (-0,6 point) ;
- **par tranche d'âge** : diminution de -1,0 point pour les personnes âgées de moins de 25 ans portée plus par

les jeunes hommes que les jeunes femmes (respectivement -1,5 point et -0,5 point) ; diminution de -0,9 point pour les personnes dont l'âge est compris entre 25 et 49 ans (baisse deux fois plus rapide pour les femmes que pour les hommes, respectivement -1,3 et -0,6 point) ; baisse de -0,3 point pour les personnes âgées de plus de 49 ans.

* **Le taux de chômage de longue durée**, c'est-à-dire pour les personnes au chômage depuis un an ou plus, aurait diminué de -0,6 point **à 3,6%** de la population active.

* **Le halo autour du chômage** (personnes inactives souhaitant un emploi sans être comptées comme chômeurs au sens du BIT) représenterait **1,5 million de personnes**, en hausse de +77 000 par rapport au troisième trimestre 2017 et de +12 000 sur un an.



Source : INSEE, enquête Emploi

* **Le taux d'activité** (proportion d'actifs -occupés et chômeurs - dans la population des 15-64 ans) a progressé de **+0,1 point sur un trimestre pour s'établir à 72,0% de la population active**.

Cette légère hausse sur un trimestre concernerait uniquement les femmes (+0,2 point) et les personnes âgées de 15 à 25 ans (+0,5 point) ainsi que celles entre 50 et 64 ans (+0,8 point et même +1,1 point après 55 ans).

* Dans le même temps, **le taux d'emploi** (proportion de personnes disposant d'un emploi parmi celles en âge de travailler) **aurait progressé de +0,6 point à 65,7%**. Il aurait plus augmenté chez les femmes que chez les hommes (+0,8 point contre +0,5 point) et chez les personnes âgées de plus de 55 ans (+1,1 point)

Emploi, chômage et activité au sens du BIT en France métropolitaine dans la population de 15 à 64 ans

%	T1 2017	T2 2017	T3 2017	T4 2017 (p)
Personnes en emploi (= taux d'emploi)	64,7	65,4	65,1	65,7
15-24 ans	28,7	28,9	29,1	29,8
25-49 ans	80,2	80,9	80,6	81,0
50-64 ans	60,9	61,6	61,3	62,2
<i>dont : 55-64 ans</i>	50,8	51,5	51,1	52,2
Hommes	68,4	68,9	68,8	69,3
Femmes	61,2	61,9	61,5	62,3
Personnes au chômage (= taux de chômage)	9,3	9,1	9,3	8,6
15-24 ans	21,8	22,6	21,7	20,7
25-49 ans	8,7	8,4	8,9	8,0
50-64 ans	6,6	6,3	6,4	6,1
<i>dont : 55-64 ans</i>	-	-	-	-
Hommes	9,2	9,2	9,4	8,8
Femmes	9,4	9,0	9,2	8,4
Personnes actives (= taux d'activité)	71,4	72,0	71,9	72,0
15-24 ans	36,7	37,4	37,1	37,6
25-49 ans	87,8	88,3	88,4	88,0
50-64 ans	65,3	65,8	65,6	66,4
<i>dont : 55-64 ans</i>	54,5	54,8	54,6	55,7
Hommes	75,3	76,0	76,1	76,1
Femmes	67,7	68,1	67,8	68,0

Source : INSEE

2. Production manufacturière en décembre 2017 : hausse sur un mois (+0,3%), hausse soutenue au quatrième trimestre (+4,9% en glissement annuel)

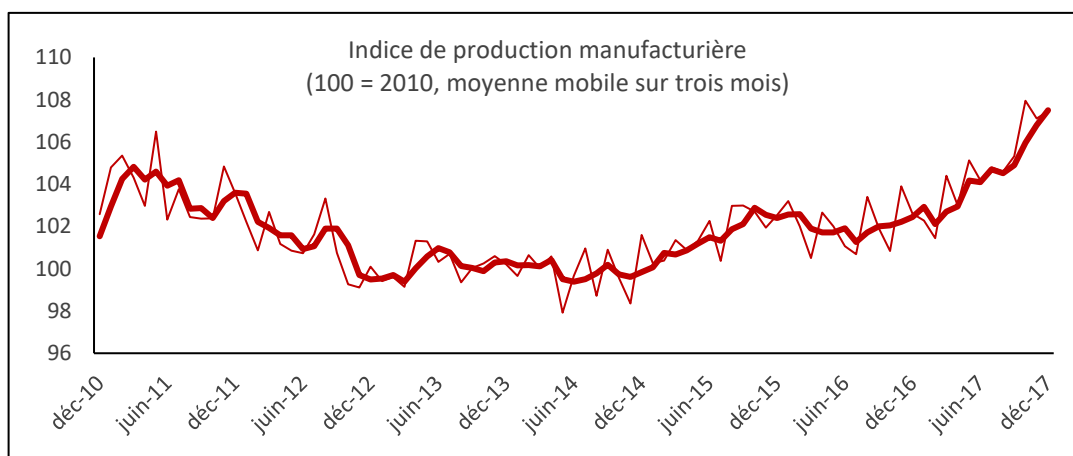
* **En décembre 2017, la production a rebondi dans l'industrie manufacturière en rythme mensuel (+0,3%, après -0,8% en novembre).** Cet accroissement s'explique par celui enregistré dans la cokéfaction et raffinage et par le rebond de la fabrication dans les biens d'équipement et les « autres produits industriels » :

- **la production a continué de croître dans la cokéfaction et le raffinage** mais à un rythme moins soutenu qu'en novembre (+0,5% après +2,6%) ;
- après la « forte baisse » enregistrée en novembre (-3,2%), **la fabrication dans les biens d'équipement a rebondi en décembre** (+1,8%). Cette hausse trouve son origine dans celle de la production dans les produits informatiques, électroniques et optiques (+3,0%) et la fabrication dans les équipements électroniques (+3,0%). La production de machines et équipements a en revanche continué de se contracter mais à un rythme nettement inférieur à celui du mois précédant (-0,1% après -6,7%) ;
- le rebond de la production dans les « autres produits industriels » (+0,9% après -1,1%) s'explique par celui de

la fabrication dans le bois, papier et imprimerie (+3,1% après -0,5%) et l'accélération de la production dans la métallurgie et produits métalliques (+3,5% après +0,5%). La fabrication dans l'industrie pharmaceutique a en revanche continué de se replier (-2,5% après -2,0%) et celle dans le textile-habillement a marqué le pas (-0,5% après +1,8%).

La production s'est en revanche repliée dans les industries agroalimentaires et celles liées aux matériels de transports :

- **la baisse constatée de la production dans les industries agroalimentaires** (-1,2% après déjà -0,7%) s'explique principalement par « la nette diminution de la fabrication de boissons » ;
- dans les matériels de transport, la production a reculé de -2,1% en raison essentiellement du fort repli de la fabrication dans les « autres matériels de transport » (-5,6%), le rebond de la production dans l'automobile (+2,1% après -2,2%) n'ayant pas permis de compenser cette baisse.



Source : INSEE

* **L'activité manufacturière au quatrième trimestre 2017 a progressé de +2,5% par rapport au troisième trimestre :**

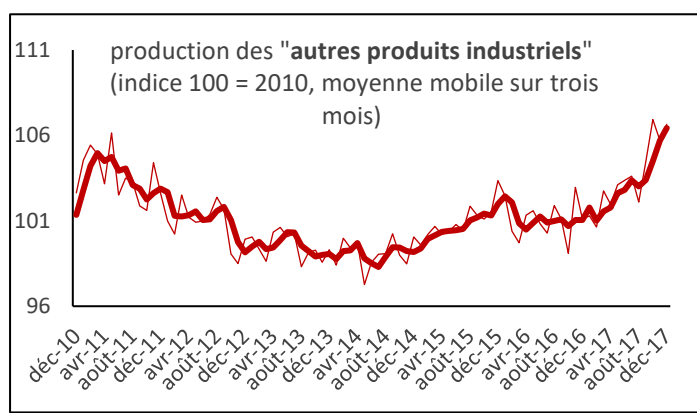
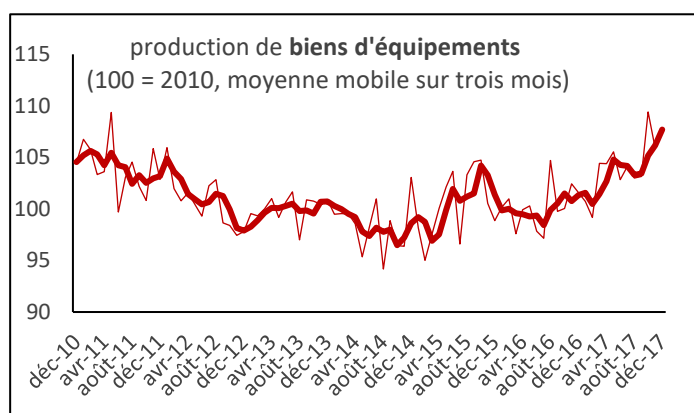
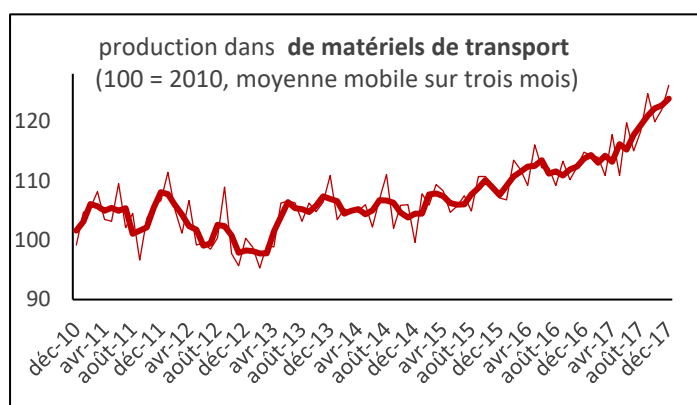
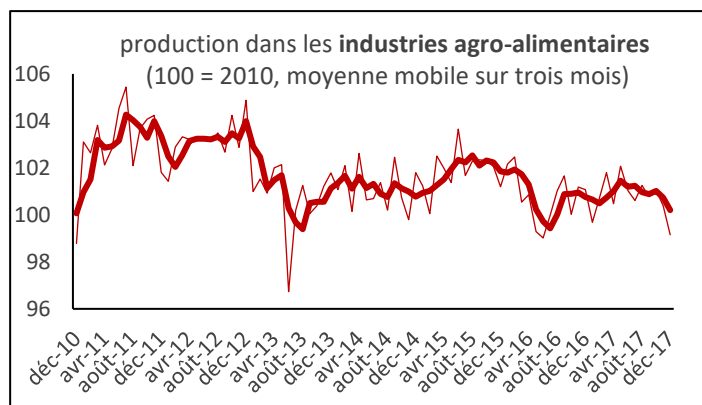
- une hausse de +2,3% de la fabrication dans les matériels de transport (dont +6,3% pour le seul secteur automobile) ;
- une hausse dans la production de biens d'équipement (+4,1%) permise par celle dans le sous-secteur des machines et équipements (+5,5%)

et dans une moindre mesure dans celui des produits informatiques, électroniques et optiques (+3,4%) ainsi que celui des équipements électriques (+3,0%) ;

- une hausse dans la fabrication « d'autres produits industriels » notamment dans la pharmacie (+8,7%) ;
- un repli dans la cokéfaction et raffinage (-1,0%) et dans les industries agroalimentaires (-0,7%).

* **Toujours au quatrième trimestre mais en glissement annuel, la production manufacturière a progressé de +4,9%**, tous les secteurs ayant enregistré une hausse de leur production à

l'exception de la cokéfaction (-6,4%), des équipements électriques (-0,6%) et des industries agro-alimentaires (-0,6%).



Source : INSEE

* **La production manufacturière au quatrième trimestre est encore inférieure de -8,8% à son point haut d'avril 2008.** La perte d'activité depuis cette date est allée jusqu'à -37,2% dans le textile-habillement et -29,1% dans les équipements électriques.

En revanche, la production a quasiment retrouvé son niveau d'avant crise dans les industries agro-alimentaires (-0,4%) et le dépasse nettement dans la chimie (+13,6%), la pharmacie (+22,0%) et les « autres matériels de transport » (+29,5%).

Evolution de l'indice de la production industrielle par secteurs d'activité

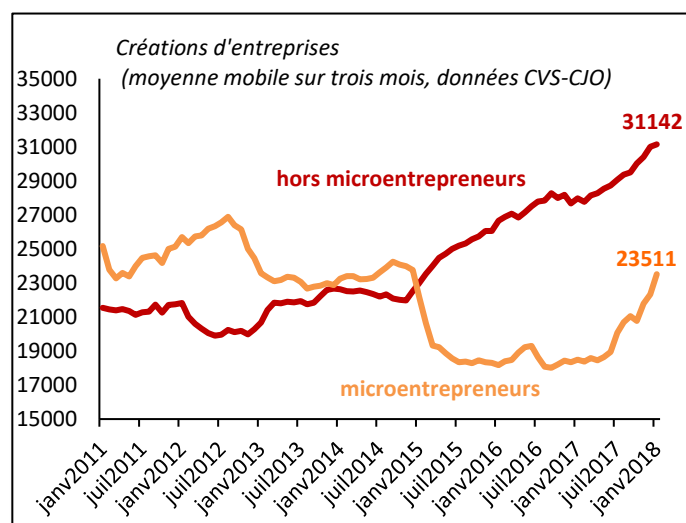
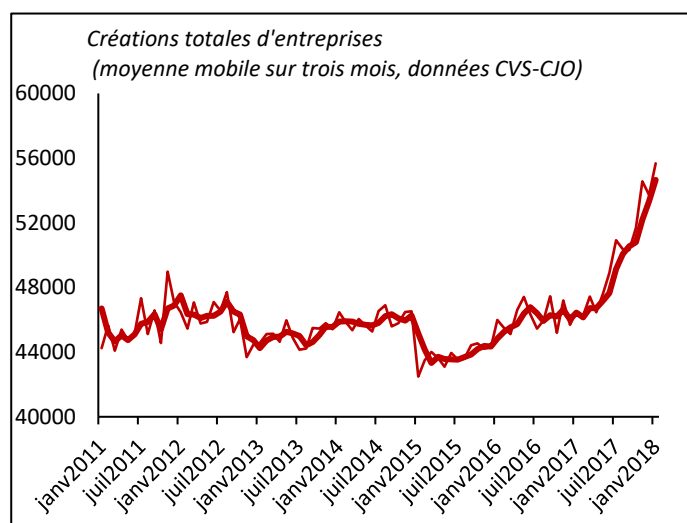
en %	Déc 17 / Nov 17	Déc 17 / Déc 16	T4 17 / T3 17	T4 17 / T4 16
Industrie manufacturière dont	+0,3	+4,7	+2,5	+4,9
Industries agro-alimentaires	-1,2	-1,9	-0,7	-0,6
Cokéfaction et raffinage	+0,5	-4,3	-1,0	-6,4
Produits informatiques et électroniques	+3,0	+15,0	+3,4	+11,3
Equipements électriques	+3,0	+1,7	+3,0	-0,6
Machines et équipements	-0,1	-0,3	+5,5	+4,6
Industrie automobile	+2,1	+8,8	+6,3	+10,3
Autres matériels de transport	-5,6	+7,4	-0,9	+7,6
Textile, habillement, cuir	-0,5	+1,1	+2,8	+0,9
Bois, papier, imprimerie	+3,1	+8,8	+1,7	+4,8
Chimie	+0,6	+2,3	+1,6	+5,9
Industrie pharmaceutique	-2,5	+4,8	+8,7	+9,6
Caoutchouc, plastiques, minéraux	+0,2	+6,6	+2,6	+7,3
Métallurgie, produits métalliques	+3,5	+9,5	+1,8	+5,7

Source : INSEE

3. Créations d'entreprises en janvier 2018 : rebond sur un mois (+3,6%), accélération sur les trois derniers mois (+17,0%)

* **Les créations d'entreprises, tous types confondus, ont rebondi en janvier 2018 (+3,6% en données corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables, après -1,5% en novembre).** Ce redressement est à relier essentiellement à la forte hausse des **immatriculations de micro-entrepreneurs (+9,1% après -6,5% le mois dernier).** A l'inverse, **les créations d'entreprises classiques se sont légèrement repliées (-0,3% après +2,3%).**

* **Sur les trois derniers mois connus** (novembre, décembre et janvier), **le nombre de créations d'entreprises en données brutes a progressé de +17,0% par rapport aux même trois mois, un an plus tôt.** Cette progression recouvre une « *nette hausse* » des immatriculations de micro-entrepreneurs (+27,6%) et des créations d'entreprises individuelles (+20,5%). Les créations de sociétés ont également progressé mais dans une bien moindre mesure (+2,5%).



Source : INSEE

Par grande famille d'activité, toujours sur les trois derniers mois et en données brutes, on constate **une accélération des créations d'entreprises dans tous les secteurs** :

- dans **les activités immobilières et l'industrie manufacturière**, les créations ont augmenté respectivement de +10,5% et +25,0% : ces deux secteurs représentent quasiment 4,0% du total des créations ;
- dans le secteur du **soutien aux entreprises**, les créations ont progressé de +21,9% : ce secteur d'activité regroupe près d'une création d'entreprise sur quatre ;
- les créations ont légèrement ralenti dans la **construction** (+9,5%) : ce secteur représente près de 10% des créations ;

- dans le secteur de **l'hébergement et restauration**, les créations sont demeurées contenues (+1,5%) et pèsent pour 4,3% du total.

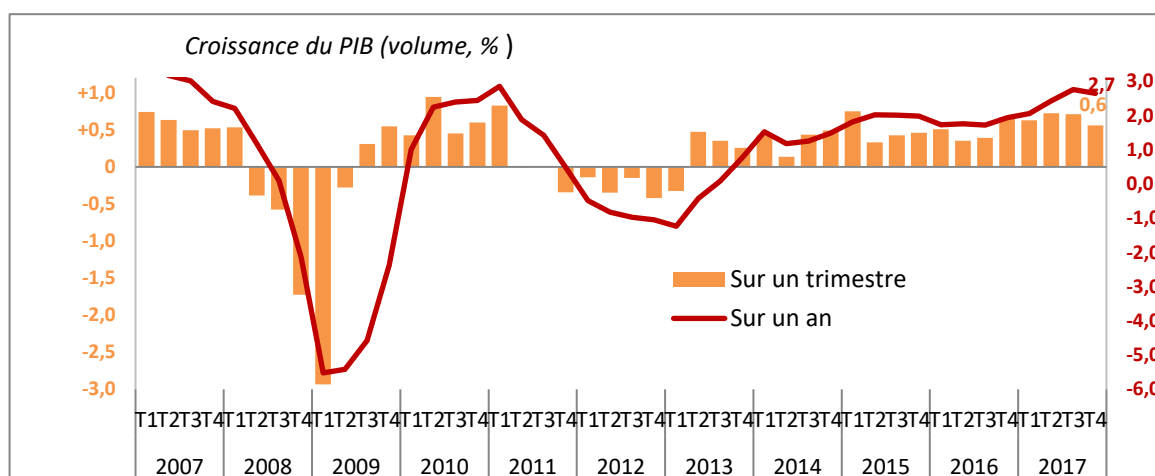
* Sur les douze derniers mois (février 2017-janvier 2018), **602 300 entreprises ont été créées** (en cumul), **soit +7,7% en glissement annuel.** Cet accroissement a été porté par les immatriculations de micro-entrepreneurs (+10,5%) qui ont constitué plus de 41% du total des créations. Les créations d'entreprises individuelles hors micro-entrepreneurs ont augmenté de +8,1% (une création sur quatre) et celles des sociétés de +4,1% (une création sur trois).

4. Croissance du PIB en Europe : dynamique d'activité toujours soutenue au quatrième trimestre 2017 (+0,6% en rythme trimestriel, +2,7% en rythme annuel pour la zone euro), croissance de +2,5% en 2017

* Selon *Eurostat*, au cours du **quatrième trimestre 2017**, le **PIB de la zone euro** (volume, corrigé des variations saisonnières) **a augmenté de +0,6% en rythme trimestriel** (après +0,7% au trimestre précédent). **En glissement annuel, la croissance de la zone euro a atteint +2,7%** après +2,8% au troisième trimestre.

Au sein de l'Union européenne, le PIB a progressé de +0,6% en rythme trimestriel et de +2,6% en rythme annuel.

Sur l'ensemble de l'année 2017, la croissance économique de la zone euro s'élève à +2,5% (comme pour l'Union européenne), un rythme inédit depuis 2007.

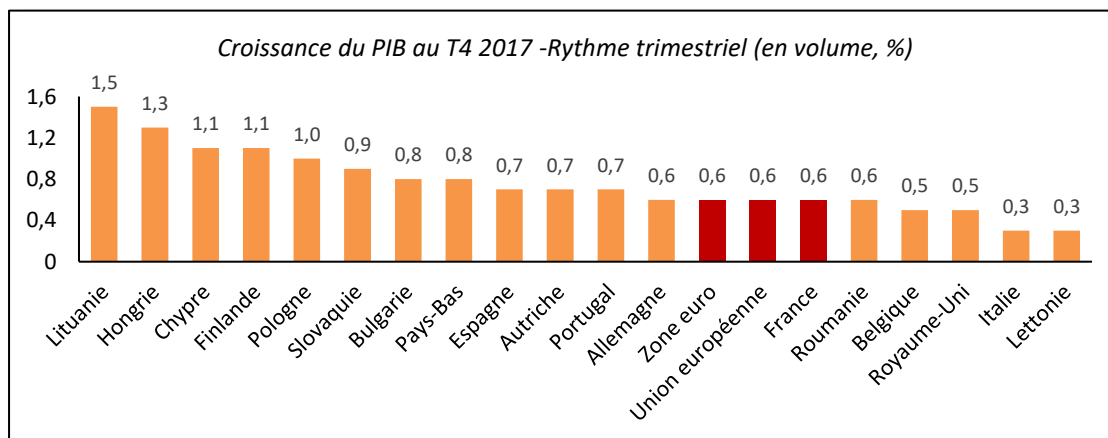


Source : Eurostat

* Parmi **les Etats membres de la zone euro**, et d'après les résultats disponibles, **le taux de croissance en rythme trimestriel a été le plus élevé en Lituanie** (+1,5% après +0,4% au troisième trimestre) **en Finlande** (1,1% après +0,5%) **et à Chypre** (+1,1% après +0,9%). Le taux de croissance du PIB **espagnol** est demeuré soutenu à +0,7% (après +0,8%) et il a accéléré aux **Pays-Bas** (+0,8% après +0,4%). En **Allemagne** et en **France**, le PIB a enregistré une

croissance trimestrielle de +0,6%. La croissance en **Italie** est toujours poussive relativement à celle de ses voisins et partenaires européens (+0,3%).

S'agissant des membres de l'**Union européenne**, la croissance du PIB a été de +1,3% **en Hongrie** (après +1,0% au troisième trimestre), de +1,0% **en Pologne** (après +1,2%) et de +0,5% **au Royaume-Uni** (après +0,4%).



Source : Eurostat

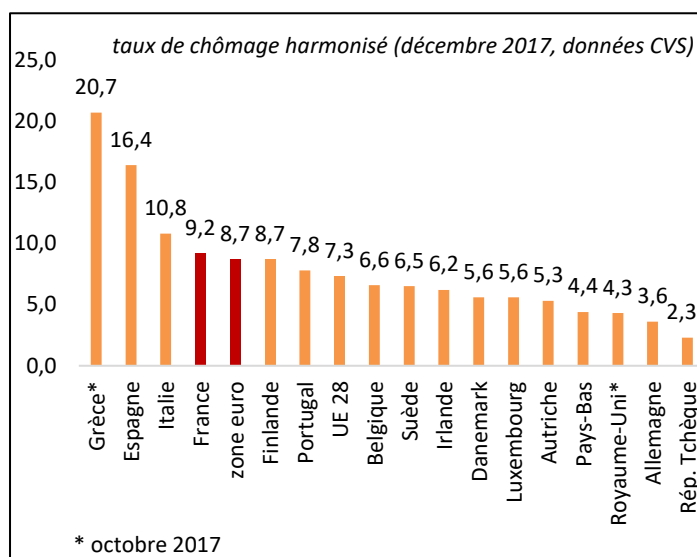
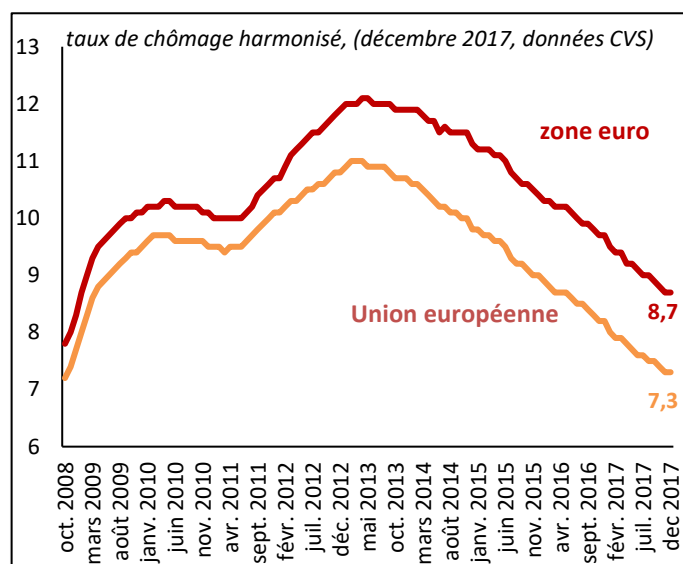
5. Taux de chômage en Europe en décembre 2017 : 7,3% dans l'Union européenne (-155 000 personnes sur un mois) et 8,7% dans la zone euro (- 119 000 personnes)

* Le **taux de chômage harmonisé¹** dans l'**Union européenne à 28** est resté stable au mois de décembre 2017 à **7,3% de la population active**. C'est le taux le plus faible depuis novembre 2008. Le nombre de chômeurs correspondant est de **17,978 millions de personnes** (- 155 000 par rapport à novembre).

Dans la seule **zone euro**, le taux de chômage a été de **8,7% de la population active**, comme en novembre, soit **14,153 millions de personnes** (-119 000 sur un mois). Il s'agit du taux le plus faible depuis janvier 2009.

* Les **taux les plus faibles** ont été enregistrés en Allemagne et à Malte (3,6%). Les **taux les plus élevés** ont été enregistrés au Sud de la zone : Espagne (16,4%) et Grèce (20,7%, donnée d'octobre 2017). **La France continue à avoir un taux de chômage supérieur à la moyenne de la zone euro** (9,2%, -0,1 point par rapport à novembre).

Hors zone euro, le taux de chômage a été de 2,3% en République Tchèque et de 4,3% au Royaume-Uni (donnée d'octobre).



Source : Eurostat

* **Entre décembre 2016 et décembre 2017**, le taux de chômage a baissé de **-0,9 point dans l'UE à 28** (- 2,05 millions de personnes) et de **-1,0 point dans la zone euro** (-1,52 million de personnes).

Sur un an, **le taux de chômage a baissé dans tous les pays** de la zone euro (à l'exception de la Finlande où il est resté stable) et plus globalement de l'Union européenne. Au Portugal, il a diminué de - 2,4 points (- 120 000 personnes), en Espagne de -2,1 points (- 457 000), en Irlande de -1,3 point (- 27 000), en

Italie de -1,0 point (-273 000), en France de -0,7 point (- 196 000) et en Allemagne de -0,3 point (-96 000).

*En décembre 2017, le **taux de chômage des jeunes** dans l'Union européenne a diminué de -0,1 point à 16,1% de la population active (soit 3,654 millions d'actifs de moins de 25 ans) et de -0,2 point dans la zone euro à 17,9% de la population active (2,574 millions d'actifs de moins de 25 ans). L'écart va de 6,6% en Allemagne à 32,2% en Italie et 36,8% en Espagne. En France il s'est établi à 22,3%, en baisse de -1,1 point sur un an.

¹Eurostat calcule des **taux de chômage harmonisés** pour les Etats membres de l'Union européenne. Ces taux sont basés sur les définitions recommandées par l'Organisation Internationale du Travail (OIT). Le calcul repose sur une source statistique harmonisée, l'enquête communautaire sur les forces de travail. **Ils peuvent différer, et de façon parfois non négligeable, des statistiques nationales.**

6. Prix à la consommation dans la zone euro en janvier 2018 : nouveau retrait de l'indice général (+1,3%), légère hausse de l'inflation sous-jacente (+1,0%)

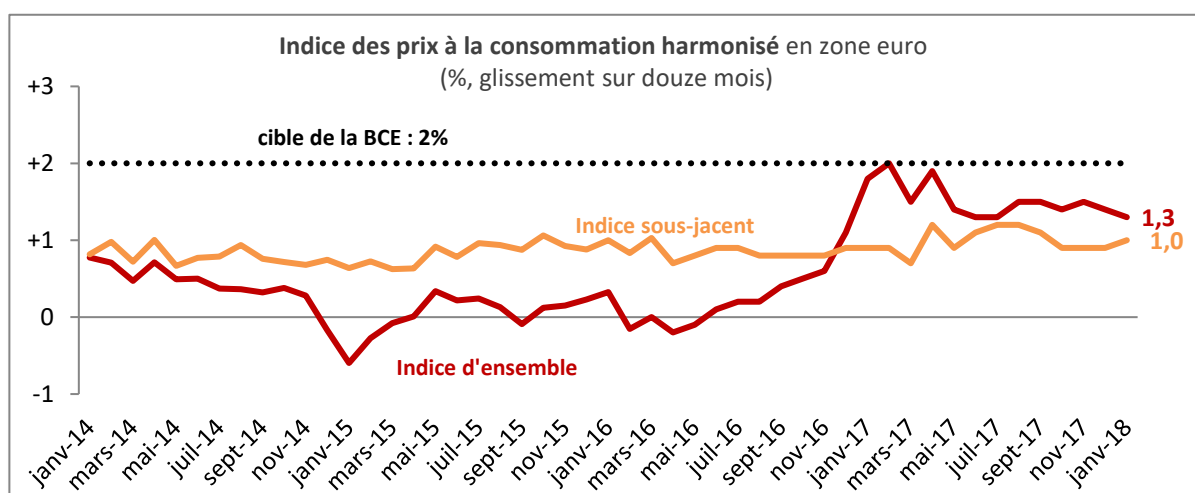
* Selon une première estimation d'Eurostat, **l'indice des prix à la consommation harmonisé de la zone euro** aurait reculé de -0,1 point **en janvier 2018**, portant **le taux d'inflation annuel à +1,3%**. Ce taux d'inflation est loin du taux d'inflation cible visé par la Banque Centrale Européenne (« *proche mais inférieur à 2,0%* » selon la formule consacrée). **Un an plus tôt, le taux d'inflation de la zone euro s'établissait à +1,8%** avec néanmoins un fort « effet énergie » (pétrole en particulier).

Ce ralentissement de l'inflation s'expliquerait notamment par celui des prix de **l'énergie** (+2,1% après +2,9% en décembre et +4,7% en novembre) et par celui des prix des **aliments non transformés** (+1,0% après +1,9% en décembre et +2,4% en novembre). Pour autant, comme l'indique Eurostat, « *l'énergie devrait connaître le taux d'inflation le plus élevé en janvier* ».

La hausse des prix des **biens industriels non énergétiques** aurait très légèrement accéléré (+0,6% après +0,5%) tandis que celle des **services** est demeurée stable (+1,2%).

Les données portant sur les Etats membres seront publiées le 23 février prochain. En décembre, le taux d'inflation les plus faibles (toujours en glissement annuel) avaient été observés en Irlande et en Finlande (+0,5%) et en Grèce et Italie (+1,0%). A noter que l'inflation à Chypre avait été négative (diminution des prix sur un an de -0,4%). Les taux les plus élevés avaient été relevés en Lituanie et en Estonie (+3,8%), en Autriche (+2,3%) et en Lettonie (+2,2%).

* En glissement sur un an, **l'inflation sous-jacente a légèrement accéléré à +1,0%**.



Source : Eurostat

* Les estimations d'inflation pour le mois de janvier confirment que les **pressions inflationnistes demeurent limitées en zone euro**. Mais **l'environnement économique est porteur** : au quatrième trimestre la croissance économique a été de +0,6% (+2,7% en glissement annuel) et l'année 2017 s'est soldée par une croissance du PIB de +2,5%, soit un plus haut depuis dix ans.

C'est dans ce contexte de reprise que **la BCE a amorcé en janvier la normalisation de sa politique monétaire** en réduisant ses rachats nets d'actifs mensuels (*quantitative easing*) de 60 à 30 milliards d'euros. **La fin du programme**

de rachats d'actifs est pour le moment prévue pour fin septembre 2018.

Quid toutefois du rythme de normalisation monétaire ? Lors de la réunion de politique monétaire du 25 janvier dernier, le Président de la BCE Mario Draghi a indiqué qu'à ce stade « *aucune discussion n'avait débuté sur l'opportunité de baisser progressivement le montant du QE (d'ici le mois de septembre) ou de l'arrêter subitement à l'échéance communiquée* ». **Reste que la BCE devra faire preuve d'habileté dans sa manière de communiquer** pour éviter une éventuelle détérioration des conditions financières susceptible de compromettre le retour de l'inflation vers la cible des 2,0%.

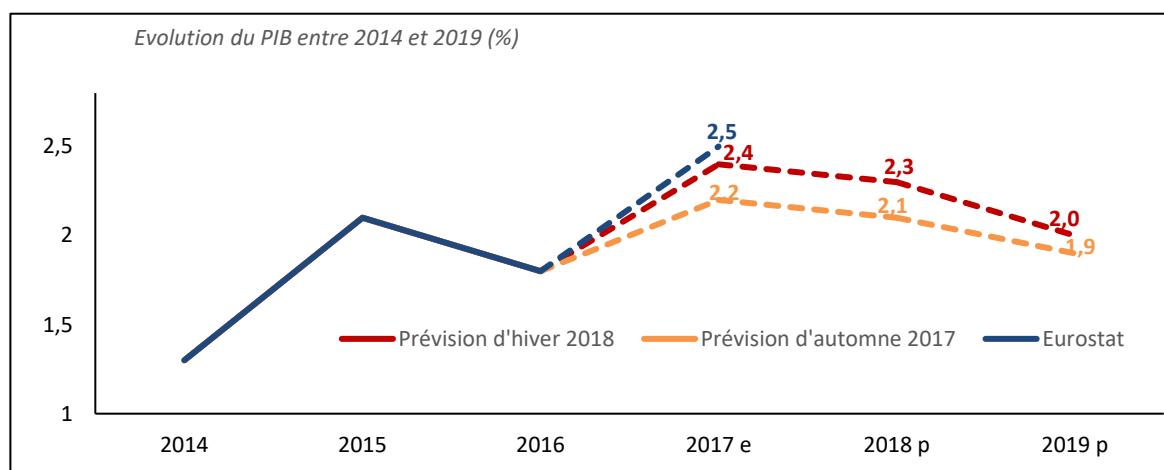
7. Prévisions d'hiver 2018 de la Commission pour la zone euro : accélération de la croissance plus forte que prévue en 2017, expansion toujours soutenue en 2018, ralentissement à attendre en 2019

* La Commission européenne a publié ses **Prévisions d'hiver 2018**. Dans un contexte où « *l'Europe a tourné la page de la crise économique et de fin de crise financière* » (Pierre Moscovici, Commissaire européen aux Affaires économiques, conférence de presse du 07 février), la Commission a décidé de revenir au calendrier de prévision qui était en vigueur jusqu'à 2012 : des prévisions détaillées en mai et novembre ; **des prévisions intermédiaires en février et juillet qui sont de simples mises à jour des prévisions de croissance et d'inflation**

* Au quatrième trimestre 2017, selon les premières estimations d'Eurostat, le PIB en zone euro aurait enregistré une croissance trimestrielle de +0,6% après +0,7% au troisième trimestre. Si ce chiffre venait à être

confirmé, **cela porterait la croissance eurolandaise à +2,5% pour l'ensemble de l'exercice 2017** (après +1,8% en 2016). **Dans ses prévisions d'hiver, la Commission table pourtant sur un taux de croissance du PIB de +2,4% pour 2017**, soit 0,1 point de moins que l'estimation de croissance faite par Eurostat.

L'expansion de l'économie eurolandaise en 2017 s'explique par **la meilleure dynamique conjoncturelle qui caractérise l'ensemble des Etats membres** grâce notamment à un **niveau de confiance « particulièrement élevée »** ainsi que par le **redressement marqué de l'activité économique mondiale et des échanges commerciaux internationaux**.



Source : Commission européenne – European Economic Forecast, Winter 2018, février

* **Pour 2018, la Commission a révisé ses prévisions de croissance à la hausse** (+0,2 point) par rapport à celles de novembre 2017. **Le PIB de la zone euro enregistrerait ainsi une croissance de +2,3% en 2018**. Outre la bonne tenue du commerce mondial et des échanges internationaux, la Commission indique que « *la demande soutenue, le taux élevé d'utilisation des capacités et les conditions de financement propices devraient favoriser l'investissement au cours de la période couverte par les prévisions* ».

* **Pour 2019, la Commission continue d'indiquer un ralentissement** de l'activité en zone euro. **Celui-ci devrait être plus fort** (-0,3 point) que ce qui était anticipé lors des prévisions d'automne (-0,2 point). Le ralentissement

attendu serait néanmoins selon la Commission « *compatible avec une convergence de la croissance du PIB vers son niveau potentiel de moyen terme* ».

* **Les aléas entourant les prévisions de croissance de la Commission sont « globalement équilibrés »**. Si à court terme « *la croissance économique pourrait dépasser les attentes* », à moyen terme « *les prix élevés des actifs sur les marchés financiers mondiaux pourraient pâtir d'une réévaluation des risques et des fondamentaux* ». De même, toujours à moyen terme, il existe des aléas baissiers liés aux incertitudes qui demeurent sur les négociations portant sur le futur *Brexit* ainsi qu'aux « *tensions géopolitiques et à la tendance au repli sur soi et au protectionnisme* ».

8. Tendance récente des marchés : franche remontée des taux souverains, léger rebond sur les marchés actions

